



LE RÉSEAU DES RÉFÉRENTS CYBERMENACES



Un réseau de professionnels partenaires, publics et privés, au service du tissu économique local.

UN CONSTAT

- 2 190 PME/TPE ont bénéficié d'une sensibilisation au risque cyber par la police judiciaire (source : SDLC).
- 9 000 €, c'est le coût moyen d'une cyberattaque pour les petites entreprises françaises, soit trois fois plus qu'en 2018 (source : rapport cyber-sinistres Hiscox 2019).
- 43 % des cyberattaques visent les petites entreprises (source : rapport 2019 Verizon).
- Seuls 50% des dirigeants estiment que le risque cyber est en hausse (source : QBE France et Opinion Way 2019).



4 AXES OPÉRATIONNELS STRATÉGIQUES

AXE 1



Une équipe innovante de référents associant des commissaires de police des DIPJ, des réservistes de la Police nationale issus du secteur privé et des partenaires privés.

AXE 2



Un maillage territorial de la Police nationale permettant la coordination de la lutte contre la cybercriminalité.

AXE 3



Des actions de sensibilisation et de prévention auprès des entreprises pour protéger le tissu économique local.

AXE 4



Une montée en puissance de la collaboration du réseau de la Police nationale et des acteurs du secteur privé, permettant la diffusion de bonnes pratiques, d'alertes préventives, ainsi que la réactivité des services, grâce à une fluidité de la communication fondée sur la confiance.



LA MISE EN ŒUVRE DU RÉSEAU

Par qui ?

Le réseau est constitué :

- Du **RÉFÉRENT CYBERMENACES**, commissaire de police de la DIPJ/DRPJ.
- D'un **réserviste** de la Police nationale issu du monde de l'entreprise : chef d'entreprise, cadre salarié, responsable de la sécurité des systèmes d'information.
- Des **partenaires privés** (commissaires aux comptes).

Avec l'appui de nombreux acteurs et de leurs réseaux : préfet de la zone de défense et de sécurité, CNCC, ANSSI, CNIL, FBF...

Pour qui ?

Le réseau s'adresse principalement :

- à l'ensemble des directions de la Police nationale présentes sur le territoire ;
- aux entreprises qui participent au tissu économique local.